

relations établies entre les gens de l'Ouest et ceux de l'est ont agrandi le champ des manufactures. Aujourd'hui Chicago est devenu un centre manufacturier aussi considérable qu'aucune autre ville du monde.

En dehors de toute considération de tarif nous en sommes arrivés à une période de notre existence où nos manufactures devraient s'élever dans l'Est, et à ce propos, je voudrais dire un mot du programme connu sous le nom de Politique nationale.

Je ne veux rien dire qui puisse être considéré comme entaché d'esprit de parti. Je ne veux rien dire qui soit de nature à offenser qui que ce soit, mais j'affirme qu'à mon avis, le programme connu sous le nom de Politique nationale a échoué parce qu'il n'a pas su reconnaître cet ordre naturel de développement. Il a mis la charrue devant les bœufs, il a essayé d'établir une industrie manufacturière avancée et il a négligé l'agriculture du pays. Le succès du Gouvernement actuel à Ottawa est dû au fait qu'il a, du moins dans une certaine mesure, renversé cette manière de procéder. Le gouvernement actuel a développé un pays agricole; il a établi des colons sur les terres, et d'une agriculture prospère, il voit aujourd'hui naître une industrie manufacturière et un commerce prospère.

J'ai entendu avec plaisir la nouvelle recrue du ministère—un jeune homme devant qui s'ouvre, nous l'espérons tous, une longue et utile carrière. J'ai eu plaisir à entendre le ministre du Travail, s'écrier avec conviction: "Il faut que le Canada ait un commerce avec l'étranger". Et si, d'après mon humble expérience et d'après mes lectures, je me permettais de donner un conseil qui, à mon sens, serait utile au pays à cette période de son histoire, ou si j'osais offrir un petit conseil au ministre, je lui dirais qu'il ne doit perdre aucune occasion favorable lorsqu'il s'agit de favoriser le commerce étranger du Canada. Nous avons cultivé l'an dernier dans les trons provinces des prairies environ 10,000,000 d'acres, et l'on estime qu'il y a 300,000,000 d'acres de splendide terre arable dans ces trois provinces. Avec le temps, nous devons nécessairement avoir un énorme surplus de produits agricoles, et au cours des années à venir, années d'espoir et de promesses que nous appelons de tous nos vœux, nous ne pouvons guère nous faire une idée exacte des immenses proportions qu'atteindront nos produits agricoles et de l'énorme surplus que nous aurons nécessairement. Laissez-vous pourrir votre blé sur les prairies? Allez-vous obliger des hommes qui, comme moi, ont un surplus d'animaux à vendre, à tenir un jardin zoologique dans la solitude sans aucun marché pour notre surplus de bétail? Non, certainement. Vous nous permettez de nous débarrasser de ce surplus, et le seul moyen que vous ayez de le faire est l'expansion du commerce étranger du Canada.

M. CLARK.

Ces opinions étant les miennes, j'ai voté avec le plus grand plaisir pour le traité français, et j'ai écouté avec une égale satisfaction la déclaration du ministre des Finances disant que, dans un avenir rapproché, des négociations seront probablement entamées avec l'Italie et la Belgique, afin d'établir des relations commerciales plus étendues avec ces pays. Je ne crois pas non plus différer beaucoup d'opinion avec le chef de l'opposition quant au peu d'effet que produira le traité français dans l'état actuel des choses entre les deux pays.

Cependant, j'accueille avec plaisir tous ces mouvements engagés dans la bonne voie, qui tendent à la paix universelle, aux relations amicales de commerce entre les divers peuples. Ce sont là des voies que nous devons suivre si jamais toutes les nations de la terre doivent convertir leurs glaives en socs de charrue—et autres métamorphoses décrites dans ce texte. Je ne suis pas du tout certain, monsieur l'Orateur, qu'à ce propos le monde commercial n'attache pas une plus grande importance à certaines paroles bien simples qui ont été prononcées par mon très honorable ami le premier ministre—pas au cours du présent débat; mais qui s'appliquent distinctement à ce sujet. C'est avec un extrême plaisir que j'ai entendu le très honorable premier ministre prononcer les paroles suivantes:

Je n'hésite pas à dire que, pour ma part, je ne suis pas satisfait de nos relations commerciales avec l'Allemagne; elles ne sont ni naturelles ni ce qu'elles devraient être.

Monsieur l'Orateur, dans cette déclaration, je le dis sans vaine flatterie, vous reconnaissez l'instinct le plus élevé de la haute science politique, parceque, dans les circonstances actuelles, pareil langage est de nature à faire plus pour les relations amicales avec l'Allemagne qu'une douzaine de harangues chauvines à propos de la grandeur du drapeau et du fait que nous sommes prêts à combattre. Au point de vue commercial, ces paroles dénotent une intention profonde de l'importance du marché allemand pour les produits canadiens, et j'ai tout lieu d'espérer que cette expression d'opinion engagera mon très honorable ami à soumettre bientôt à la considération de son cabinet et spécialement du ministre des Finances, la mesure connue sous le nom de surtaxe allemande. J'ai réfléchi à ce sujet, comme j'ai réfléchi pendant de longues années, et étudié pendant de longues années le sujet général des représailles, dont la surtaxe allemande offre un exemple, et plus j'y songe, plus je suis porté à croire qu'une législation comme celle de la surtaxe allemande est loin d'être sage. Il est très facile en pareille matière de faire appel aux instincts belliqueux de la nature humaine, instincts que l'on retrouve toujours au fond du caractère de chacun de nous,